

Intégrer Israël au Moyen-Orient

Par : Masri Feki © Turkish Daily News (Turquie)
10 mars 2008

Source : www.masrifeki.com

Au cœur d'une région hostile et instable, Israël est aujourd'hui confronté à de nombreux défis dont celui de son intégration dans un environnement composite.

Lors de l'apparition du mouvement sioniste politique, le monde juif fut divisé entre ceux qui jugeaient bon de le soutenir et d'y adhérer et ceux qui décidèrent de s'y opposer et de le combattre. Pour les uns créer un pays permettant aux Juifs de vivre sans être considérés comme une minorité tout juste tolérée (dans le meilleur des cas) était un immense pas vers une libération nationale tant espérée. Pour les autres, ultra-minoritaires aujourd'hui, l'Etat juif de l'antiquité fut détruit par la volonté divine, et seul le Messie pouvait le rétablir. Toute tentative humaine de recréer un Etat juif avant la venue du Messie serait donc une contestation de la volonté divine. Il convient toutefois de souligner que ceux-là ne remettent pas en question la légitimité juive, mais ils croient que l'Etat juif tant attendu doit être l'œuvre du Messie. Il s'agit donc d'une question de « timing » et non pas de principe. Quoi qu'il en soit, Israël abrite aujourd'hui la communauté juive la plus nombreuse au monde, et selon tous les experts, la majorité du peuple juif se trouvera sur la terre de ses ancêtres d'ici 2030. Il s'agit là de la victoire la plus éclatante du projet sioniste.

Si ce dernier avait pour mission d'intégrer en Israël les Juifs dispersés partout dans le monde, le sionisme d'aujourd'hui, lui, doit faire face à un défi d'une toute autre nature : l'intégration de l'Etat hébreu, cette fois, dans son environnement régional. Le processus de paix, à lui-seul, ne mènera pas à cette intégration. Nous l'avons vu, certains pays arabes furent contraints à un moment de leur histoire, de reconnaître l'Etat hébreu, ce qu'ils ont fait, mais en l'accueillant comme un fait accompli et non comme une composante naturelle et légitime de la région. La paix véritable, globale et durable viendra le jour où les voisins d'Israël reconnaîtront que le peuple juif se trouve sur cette terre de droit, et non de facto. Dans le même temps, il ne faut pas perdre de vue le fait que les enjeux géopolitiques de l'Etat juif sont aussi ceux d'une région qui se cherche. Le Moyen-Orient est en quête d'identité.

Le panarabisme – idéologie en pleine déroute après la disparition du régime de Saddam Hussein et avec l'affaiblissement de la Syrie baasiste – n'a pas abouti à un projet de construction parce qu'il n'a pas pris en compte la diversité de cette région, les particularités identitaires, les préoccupations communautaires de ses minorités, la complexité du fait national qui ne se limite pas à l'usage d'une seule et même langue, mais qui repose aussi et nécessairement sur un ensemble de convergences politiques et d'intérêts communs. Sa conception arbitraire de la nation qui veut que l'on soit arabe malgré soi, pour la simple raison que l'on fait usage de la langue arabe a mis à l'écart de légitimes revendications nationales au sein d'un Moyen-Orient majoritairement, mais pas exclusivement, arabophone.

Comme le panarabisme, le panislamisme est une idéologie exclusiviste. En rejetant la conception moderne de la citoyenneté, il écarte l'hypothèse d'une participation civique non-musulmane. Sa constitution est immuable (droit divin), son programme

ne peut être remis en cause puisqu'il émane du Créateur du monde. Absolutiste par nature, son discours exclut les incroyants et par conséquent les non-musulmans, ce qui explique que le flambeau du panarabisme ait souvent été porté par des Arabes chrétiens, angoissés par les desseins hégémoniques de l'islam politique. Enfin, le caractère transnational et militariste de son action l'a rapidement placé dans la clandestinité par rapport aux gouvernements en place. En dépit du chantage diplomatique dont font usage certains régimes arabes autoritaires en brandissant la menace islamiste (« Moi ou le déluge »), cette idéologie n'a pas d'avenir car elle n'a pas de projet réaliste et cohérent.

Un troisième et ultime cadre régional s'impose progressivement, au fur et à mesure que s'effondrent les deux premiers. Il s'agit du « moyen-orientalisme ». Israël qui constitue la seule minorité à la fois non-arabe et non-musulmane de cette région doit axer sa diplomatie aujourd'hui dans ce sens. Les Arabes non-musulmans (Arabes chrétiens, druzes...) exclus du club panislamique, ont toujours une place honorable au sein du panarabisme. Et les musulmans non-arabe (Turcs, Iraniens, Kurdes...), exclus du club panarabe, peuvent toujours rejoindre le panislamisme. Mais les Israéliens, eux, n'étant ni Arabes ni musulmans, sont doublement minoritaires !

L'Etat juif n'est pas un intrus au Moyen-Orient, il est la prolongation et le représentant d'une des civilisations les plus anciennes de cette partie du monde. Tout lie Israël à cette région : la géographie, l'histoire, la culture mais aussi la religion et la langue. La religion juive est la référence théologique première et le fondement même de l'islam et de la chrétienté orientale. L'hébreu et l'arabe sont aussi proches que le sont en Europe deux langues d'origine latine. L'apport de la civilisation hébraïque sur les peuples de cette région est indéniable. Prétendre que ce pays est occidental équivaut à délégitimer son existence ; le salut d'Israël ne peut venir de son déracinement. Le Moyen-Orient est le seul « club » régional auquel l'Etat hébreu est susceptible d'adhérer. Soutenir cette adhésion revient à se rapprocher des éléments les plus modérés parmi son voisinage arabe, et en premier lieu : des minorités. Rejeter cette option, c'est s'isoler et disparaître. Israël n'a pas le choix.